

Hervé Dubost Martin, PDG d'EDT

50 % d'énergie renouvelable

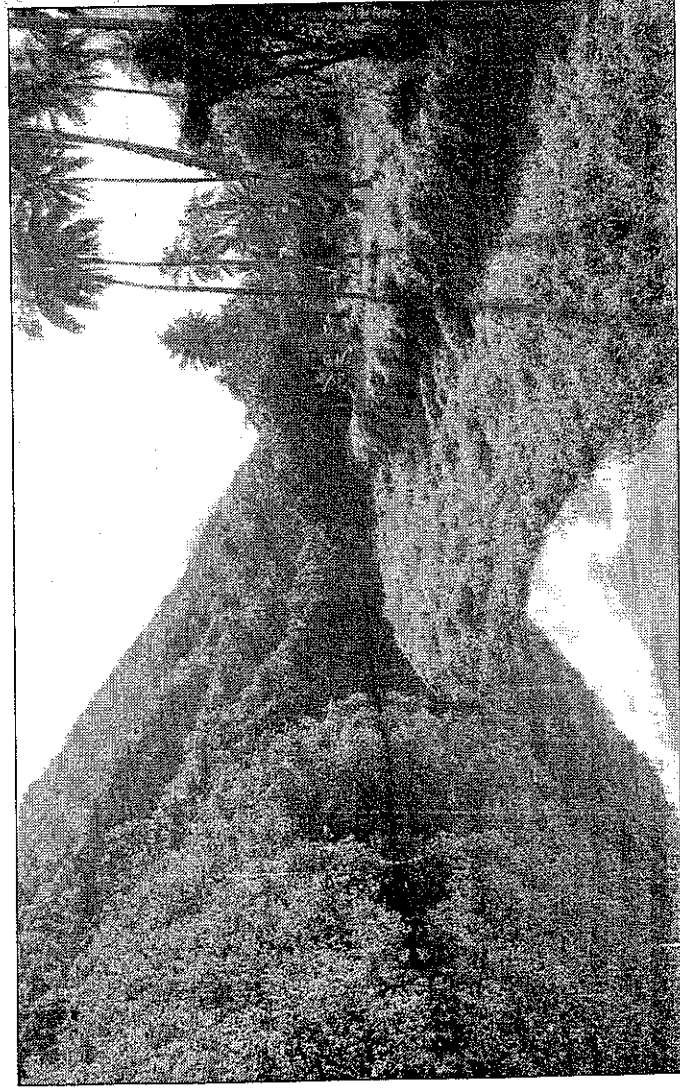
Ses interventions publiques sont rares, elles sont d'autant plus riches d'enseignements. À l'heure où le prix du pétrole flambe et le nucléaire suscite toujours plus d'interrogations, le PDG du fournisseur d'électricité de la Polynésie fait le point sur les grands dossiers énergétiques. Grands chantiers, hausse probable des factures, inertie des pouvoirs publics, boum du photovoltaïque, Hervé Dubost Martin a répondu à *La Dépêche de Tahiti*.

La Dépêche de Tahiti : Quels sont les grands projets menés par l'EDT en 2011 ?

Hervé Dubost : Ce sera la continuation des plans de développement d'énergie renouvelable qu'on propose au Pays depuis 2007. Il s'agit d'un plan d'investissements de 10 milliards Fcfp dans les énergies renouvelables. Il y avait 6,5 milliards pour le projet d'aménagement hydroélectrique de la Vailiha à Paaone. Cela pourrait représenter 5 % de la production électrique de l'île de Tahiti. Et 3,5 milliards pour des petites installations en grande partie solaires et éoliennes surtout dans les îles où le gazole est plus cher. Nous avons repéré deux sites adaptés à Taha'a et Ua Pou pour

l'éolien, et quelques petits aménagements micro hydroélectriques sur l'île de Raiatea et aux Marquises. On a également un projet d'hydrolienne, dans une passe à Hao, mais d'autres atolls des Tuamotu pourraient

les études de Vailiha. En 2011, 800 millions supplémentaires pourraient être investis, mais là, on a d'énormes doutes au vu de la situation budgétaire et politique. Je doute fortement qu'on parvienne à obtenir les agréments. (...) EDT a beaucoup investi ces dernières années. En moyenne, 5 milliards par an ces quatre dernières années. De gros programmes d'extensions, des renouvellements des réseaux, des outils de production ont été achetés. Nous avons également en cours des travaux importants



L'aménagement d'un barrage de la Vailiha, un projet évalué à 6 milliards Fcfp, est aujourd'hui au point mort.



"Alors que 13 milliards d'investissements annuels seraient nécessaires pour atteindre l'objectif, seuls 4 milliards ont été investis depuis 2009."

de confortement sur les ouvrages de Marama Nui. Ils présentaient à l'origine un certain nombre de lacunes en termes de conception et de coefficient de sécurité. (...)

Ne craignez-vous pas d'utiliser en majeure partie des énergies fossiles ?

On a de bons résultats sur les énergies renouvelables. On a fait 38 % l'année dernière, c'est à peu près l'équivalent de la Réunion, souvent citée en exemple. (...)

Avez-vous aussi l'objectif d'atteindre l'autonomie énergétique ?

On a adhéré à l'objectif du Grenelle de l'environnement, repris par le Pays et par tous les ministères depuis 2008, soit 50 % d'énergie renouvelable à l'horizon 2020. C'est très ambitieux. Normalement, l'hydraulique nous apporte 32 %.

Donc, non seulement il faut augmenter de 18 points, mais il faut aussi absorber la croissance. On avait chiffré qu'il fallait 130 milliards d'investissements (Tahiti et îles) pour atteindre cet objectif avec un mix énergétique varié, en mettant le paquet sur l'hydroélectrique qui reste le plus accessible au meilleur prix, mais aussi le solaire,

la climatisation des profondeurs. (...)

L'objectif du Grenelle 50 % d'ici 2020 semble difficile à atteindre ?

Pour trouver ces 130 milliards avec un impact raisonnable sur les tarifs, il faut 70 milliards d'aides en défiscalisation...

Le problème qu'on a, comme beaucoup d'investisseurs du Pays, c'est qu'on ne parvient pas à mener ces projets au rythme où nous en serions capables sur un plan technique et financier.

Qu'est-ce qui freine ?

Les moyens financiers, mais aussi la méthode... (souple). On a dans l'énergie ce qui peut être ressenti dans d'autres secteurs. Du fait essentiellement de l'instabilité politique, on n'a pas vraiment de schéma directeur suivi. Il y a des affirmations de principe mais on n'en reste pas. Après, l'ensemble des actions de politique publique nécessite, pour permettre aux projets de vivre, n'est pas au rendez-vous. C'est historique. Je ne fais pas référence aux trois derniers mois ou à la dernière année, on peut remonter assez loin là-dessus. Pour atteindre l'objectif, 130 milliards d'investissements sont nécessaires soit 13 milliards par an. C'est deux dernières années, environ 4 milliards de projets solaires ont été validés, mais le Pays a beaucoup de mal à financer. Ce qui est très très loin compte. (...) On cherche l'équivalent de 43 % des besoins d'électricité en Polynésie, quand on n'avons acquis pas plus de 10 % par an. Les énergies renouvelables ont un gros inconvénient encore aujourd'hui, malgré l'augmentation du pétrole, cela coûte beaucoup plus cher que le

Aujourd'hui, on n'est absolument pas sur cette pente-là. (...) En 2009, il y a eu le Plan pluriannuel d'investissement. En 2010, il y a eu un projet de loi de Pays, toujours en carafe à l'Assemblée, mais aucune de ces annonces n'a projeté le véritable impact de l'objectif sur le budget ou les tarifs. Maintenant, concrètement, qu'est-ce qui a été fait depuis ? Pas grand-chose. Ce qui en est sorti, ce ne sont que des installations solaires qui ne représentent même pas 0,5 % de la production électrique de la Polynésie, avec une facture qui est déjà de 1,2 milliard pour la défiscalisation locale. C'est très marginal pour les enjeux électriques, mais déjà lourd pour les finances publiques...

en 2020 : une utopie

mique traditionnel. Tous les projets d'énergies renouvelables, surtout le solaire, ne sont viables que s'il y a 50 % d'aide publique sur l'investissement au démarrage. (...) L'autre inconvénient du solaire, c'est que cela crée peu d'emploi local. Et au niveau du Pays, c'est évident que les marges de manœuvre vont devoir être affectées vers d'autres priorités comme l'eau potable, l'assainissement, le développement d'infrastructures. Ce n'est sûrement pas sur le solaire qu'il faut concentrer des aides, avec un rendement très défavorable aux conditions actuelles. (...) Il vaudrait mieux réserver les ressources disponibles à l'hydraulique.

Le projet d'aménagement hydro-électrique de la Vailha suscite la polémique, quelle réponse donnez-vous aux contestataires ?

On touche à un autre problème qui est celui du foncier, facteur de blocage majeur, pas seulement pour l'énergie, mais pour tout le développement économique. L'approche que nous avons prise pour Vailha était de discuter avec les associations de propriétaires, de les inviter à se regrouper pour avoir un interlocuteur unique avec qui négocier.

L'autre proposition que l'on a faite, c'est de proposer un plan de développement économique de la vallée. EDT/Marama Nui proposait 35 millions de redevances par an pour les ouvrages, qui pourraient alimenter une société de développement plutôt que de les donner individuellement à des propriétaires qui, de toute façon, ne sont pas clairs parce qu'il y a des litiges sur la propriété. Il faudrait créer une association, une société ou une coopérative, et avec la rente que peut amener cet aménagement, on pourrait monter des projets agricoles et de développement touristique avec la création de refuges, de sentiers de randonnée. (...)

On peut aussi imaginer des projets pour amener de l'eau potable. On estime, quand même, que les propriétaires qui soumettent le projet sont majoritaires ou représentent à peu près la moitié des ayants droit de la vallée, pour autant qu'on puisse estimer. (...) De toute façon, je dirais que ce n'est plus le problème puisque, en mars 2009, nous avons présenté ce projet au Pays pour entamer des discussions en vue de l'attribution d'une concession. On a rencontré une position de blocage total de la part du ministère, qui n'a pas voulu étudier le projet et négocier. Ensuite, avec la loi sur les Délégations de service public parue en décembre 2009, le Pays

Effectivement, ce n'est pas avec le turn-over qu'on connaît au niveau des ministères, qu'on peut arriver à avancer.

affirmerait qu'il allait faire un appel d'offres. Pourquoi pas. EDT n'a pas peur des appels d'offres ni de la concurrence. Mais la question est : quand est-ce qu'il va sortir cet appel d'offres ? Si on avait discuté de gré à gré en 2009, on aurait eu aujourd'hui des travaux en cours. (...) On aurait aujourd'hui 6 milliards d'investissements en cours du côté de la Presqu'île, ce qui n'est quand même pas rien par les temps qui courent, une soixantaine d'emplois.

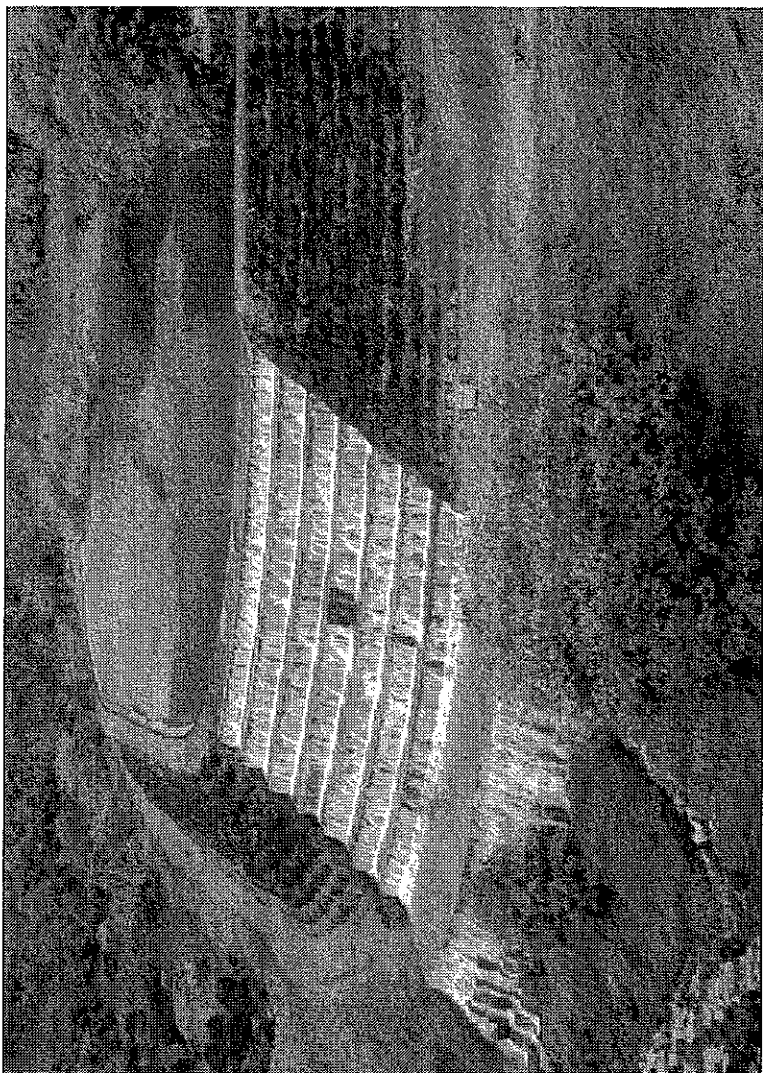
En 2011, il ne se passera rien, c'est évident. Et si ça continue comme ça, il ne se passera rien en 2012-2013. On continuera à payer la facture du pétrole. Les investisseurs peuvent proposer des choses, mais il faut que la puissance publique se les approprie. (...) Effectivement, ce n'est pas avec le *turn-over* qu'on connaît au niveau des ministères, qu'on peut arriver à avancer. On parle des projets EDT, mais en dehors des quelques installations solaires qui ont été validées, très chères pour peu de production, il n'y a rien d'autre, à ma connaissance, qui est sortie ou en passe de sortir.

La crise dans les pays arabes a provoqué une hausse du prix des hydrocarbures. En Polynésie, le consommateur doit s'attendre à une augmentation de sa facture comme c'est le cas, par exemple, en métropole ?
À votre avis ? (il hésite)... Par quel miracle est-ce que l'essence, le fioul pourrait ne pas subir, ici, les augmentations qu'il subit en métropole. À ma connaissance, la Polynésie s'alimente sur les marchés mondiaux. On n'a pas de champ pétrolier au Pays, donc, la réponse est dans votre question.

C'est le Pays qui fixe le prix, est-ce qu'il a le choix, peut-il encore se permettre de ne pas augmenter les prix ?

Je ne peux pas faire de commentaire là-dessus. Je ne connais pas les équilibres du Pays. Il y a un

fonds de stabilisation qui existe depuis très longtemps, le Fonds de régulation des prix des hydrocarbures (FRPH). Il sert de tampon, pour laisser au politique la marge de manœuvre qu'il souhaite prendre lorsqu'il y a une hausse ou baisse, pour la répercuter ou pas. Ce qui n'est pas pris par le consommateur est pris par le budget. (...) Ce qui est sûr, c'est qu'avec l'augmentation des produits pétroliers depuis 3 mois, les prévisions, que pouvait faire le Pays pour 2011, sont bousculées par cette augmentation des hydrocarbures. C'est une décision politique et budgétaire sur laquelle je n'ai pas de commentaire à faire.



En 2010, l'hydroélectricité a subvenu à 38% des besoins énergétiques de la Polynésie.

Est-ce que le succès du voltaïque menace votre activité ?

Cela menace plutôt le niveau des tarifs pour les consommateurs, mais pour EDT, ça n'a jamais été une menace. L'électricité, c'est notre métier. Il y a des évolutions technologiques, des produits qui sont disponibles. Notre boulot, c'est de nous adapter et d'aider le Pays à avoir le meilleur mix énergétique. (...)

En grossissant le trait, si tout le monde produisait sa propre électricité, ce serait quand même un risque pour votre entreprise ?
Non, parce qu'il y aura toujours besoin d'un réseau. Quand un nuage passe, les gens aiment bien que le congélateur continue à fonctionner, donc, ils auront

toujours besoin d'EDT pour équilibrer le système.

À l'image de l'OPT, votre situation monopolistique est souvent décriée ?

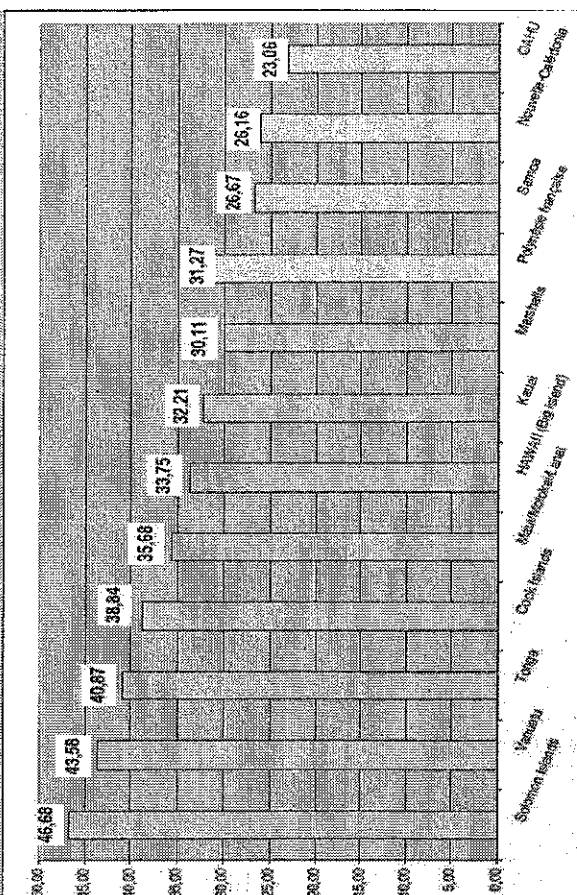
La production est totalement ouverte à la concurrence et l'a toujours été. J'insiste là-dessus parce que, régulièrement, on voit dans le journal des responsables dire qu'on va ouvrir à la concurrence, la production d'électricité. C'est déjà ouvert ! D'ailleurs j'appelle tous les industriels, investisseurs qui ont des projets à les faire connaître auprès des services du Pays, des concessionnaires de réseaux (EDT et IEP) et proposer leurs solutions. On leur réserve systématiquement le meilleur

accueil, si le projet est sérieux. Dans les années 80, quand Marama Nui s'est créée, c'était un concurrent. Elle a pu mener ses 20 milliards d'investissements et produire avec ses barages. (...) L'an dernier, tous les producteurs solaires qui ont réussi à recevoir leurs agréments ont également été accueillis dans le système. Après, l'électricité c'est un métier très technique. On ne peut pas faire n'importe quoi et intégrer n'importe qu'un importe quand. Il y a des normes mais elles ne sont pas inventées par EDT, elles ne sont pas propres à la Polynésie, elles sont internationales. ■

Propos recueillis par
FC

L'électricité la plus chère du monde ?

Selon son PDC, ce "titre" ne revient pas à EDT. Selon le comparatif basé sur les sites Internet des compagnies concernées dans l'ensemble du Pacifique, la Polynésie est plutôt bien placée. Le cas de Kaula est intéressant car il ressemble à Tahiti. Mais, contrairement à EDT, le concessionnaire sur place ne doit pas assurer en plus le service déficitaire dans une vingtaine de petites îles ou atolls, comme on le fait. La comparaison est largement à notre avantage. Ils ont des outils de production et de distribution nettement moins performants en terme de rendement. (...) On a donc des prix et des coûts performants pour notre environnement de petit système îlien éloigné de tout", se justifie Herve Dubost Martin. "C'est important de le marteler parce qu'il y a toujours cette idée fausse sur les tarifs en Polynésie. Peut-être qu'en 1990, les comparaisons étaient moins flatteuses. Mais, depuis cette date, nos prix ont augmenté de 20 % quand ils ont plus que doublé dans le reste du monde."



Le renouvelable, une énergie bon marché ?

	Tahiti	Îles
Coût de production thermique	20 F	32 F
Dont coût hydrocarbures	12 F	20 F
Projets Hydro (*) :	35 F	40/45 F
Éolien (*) :	50 F	55 F
Solaire (*) :	65/70 F	75/80 F

(*) Coût de revient avant toute aide locale ou métré (défiscalisation)